



ATTN : Monsieur le Secrétaire Exécutif
(voie hiérarchique)

Objet : Compte rendu des réunions d'urgence sur l'épidémie de choléra dans les districts des régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun, frontaliers avec le Nigéria et le Tchad

1. Introduction

Suite à l'épidémie de choléra qui touche les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun, la Présidence de la République du Cameroun a instruit des actions d'urgence pour lutter contre cette épidémie dont les premiers cas ont été signalés en mai 2010. L'Organisation Mondiale de la Santé a été sollicitée pour appuyer le Cameroun en coordonnant les actions de lutte menées par les partenaires (organismes des nations unies, ONGs et société civile), le MINSANTE étant chargé de coordonner l'action du gouvernement. A ce jour du 23 août 2010, le nombre de cas reportés est de 3627 pour un taux de mortalité de 7,5% (271 décès) et d'hospitalisation de 6% (212 personnes). Avec 19 districts sur un total de 28, la région de l'Extrême nord (surtout la zone frontalière avec le Nigéria) est la plus touchée ; seulement 5 districts de la région du Nord frontaliers du Tchad étant touchés. Plus de 90 nouveaux cas ont enregistré pour la seule journée du 23 août 2010. Ce qui suggère que malgré les mesures d'urgence prises depuis le mois de mai, l'épidémie n'est pas encore sous contrôle. D'où la convocation par l'OMS d'une part et par le MINSANTE d'autre part des réunions de crise afin coordonner les actions de lutte contre cette épidémie de choléra et préparer un plan de prévention après crise.

2. Reunion de crise de l'OMS

2.1. contexte

La réunion convoquée par l'OMS et présidée par Madame la Représentante de l'OMS au Cameroun s'est tenue le 24 août 2010 de 14h00 à 15h45 dans la salle de réunion de la représentation de l'OMS à Yaoundé. Elle a regroupé les représentants des partenaires mobilisés dans le cadre de cette lutte contre le choléra, notamment les institutions du système des nations unies (OMS, UNICEF, PAM, HCR, etc.), les ONG (Croix Rouge, MSF, CARE, PLAN, etc.), les services de coopération des ambassades des états unies, de la France et d'Allemagne (GTZ), et les partenaires régionaux tels que l'OCEAC et la BAD. Il s'est agi au cours de cette réunion d'identifier les opportunités, les difficultés et les contributions afin d'assurer une meilleure coordination des actions d'urgence menées par les partenaires sur le terrain, à intégrer dans la plan d'action d'urgence proposé par le Cameroun.

2.2. Conclusions et recommandations

Il ressort des discussions menées sur les points inscrits à l'ordre du jour que :

- la situation du choléra reste préoccupante et que le pic épidémiologique n'est peut être pas encore atteint, il y a une forte probabilité que certains cas notifiés proviennent des pays voisins (Nigéria, Tchad, etc.) ;
- les différentes actions de sensibilisation, de prise en charge des cas, de potabilisation de l'eau, d'hygiène et d'assainissement menées par les partenaires sur le terrain doivent être mieux coordonnées et distribuées dans l'espace ; chaque partenaire devrait remplir la matrice d'intervention fournie avant la fin de la semaine ;
- les partenaires devront continuer à se mobiliser pour aider le Cameroun et les pays voisins touchés par l'épidémie à coordonner leurs actions de lutte ; l'OCEAC et la BAD s'étant engagés à apporter leur soutien dans le renforcement des ressources humaines et la prise en charge des cas;

- le Cameroun devrait plus mobiliser ses ressources pour la situation d'urgence et préparer un plan de lutte post-crise basé sur la promotion de l'hygiène personnelle et de l'assainissement de l'environnement ;
- une mission d'investigation des partenaires autour de la situation du choléra pour la fin de la semaine a été approuvée, les partenaires désireux d'y participer devraient exprimer leur disponibilité par courriel avant jeudi 26 août 2010.

3. Reunion de crise du MINSANTE

3.1. contexte

Cette réunion de crise convoquée par le MINSANTE à la suite de la réunion de coordination des partenaires s'est tenue à la salle de conférence du MINSANTE entre 16h45 et 18h30. Présidée par le Secrétaire Général du MINSANTE, elle a vu la participation des représentants du gouvernement (MINSANTE, MINCOM, MINEDUB, MINEE, MINDUH, etc.), des partenaires (organismes du système des nations Unies, Ambassade des USA, PLAN, CARE, OCEAC, HCR, Croix Rouge, etc.) et de la société civile. Après les mots d'introduction du président de séance, les points clés à l'ordre du jour étaient : la lecture et l'amendement du compte rendu de la dernière réunion de crise (2 jours avant), le suivi des recommandations, la présentation de la situation épidémiologique du choléra et les discussions générales.

3.2. Conclusions et recommandations

Au terme des discussions il ressort que :

- les recommandations de la dernière réunions ont été suivies, notamment une meilleure communication sur la situation du choléra et sur les actions de lutte (assainissement, potabilisation de l'eau, prise en charge des cas, construction des latrines publiques, approvisionnement en eau potable, etc.) menées par le gouvernement à l'attention des populations et un réajustement du plan d'action basé sur des actions de lutte pendant la crise et les mesures de prévention post-crise ;
- la région de l'extrême Nord reste la plus touchée et que tous les acteurs étatiques et partenaires devront coordonner leurs actions pour limiter l'expansion de l'épidémie sur le terrain ;
- la mission d'investigation proposée par les partenaires est opportune, cependant elle devra impliquer les responsables des comités régionaux afin de faciliter l'accès aux données réelles et utilisables sur le terrain ;
- les partenaires redoublent d'efforts pour aider le Cameroun à lutter contre l'épidémie ; les contributions des uns et des autres étant attendues pour la mise en œuvre du nouveau plan d'action d'urgence qui verra l'implication de tous.

En conclusion les deux réunions ont mis l'accent sur :

- la nécessité d'une bonne coordination des actions de lutte en cours ou en voie d'être mises en œuvre pour arrêter l'expansion de l'épidémie de choléra au Cameroun
- la nécessité d'une communication efficace sur l'évolution de la situation du choléra et sur les actions entreprises sur le terrain par le gouvernement et ses partenaires ;
- la mise en place d'une plateforme transfrontalière de coordination des actions de lutte contre l'épidémie.
- les contributions des acteurs attendues pour venir à bout de l'épidémie.

Fait à Yaoundé, le 25 août 2010

Awono Ambene H.P.
Chargé de la Recherche LRP/DPR